Tanzanie : le président Magufuli gracie plus de 5.000 prisonniers

@rib News,Â 09/12/2019Â â€“ Source AFP Le prÃ©sident tanzanien, John Magufuli, a annoncÃ© lundi qu'il graciait 5.533 prisonniers, Ã l'occasion des cÃ©rÃ©monies marquant le 58e anniversaire de l'indÃ©pendance du pays. Cette grÃ¢ce concernera les condamnÃ©s ayant Ã©copÃ© d'une peine de prison d'un an ou moins, et ceux qui sont Ã moins d'un an de la fin de leur peine.

"Je pense que cela soulagera ceux qui ont Ã©tÃ© emprisonnÃ©s pour des infractions mineures et ceux qui n'ont pas pu avoir des avocats pour les reprÃ©senter ou de l'argent pour payer les amendes", a dÃ©clarÃ© M. Magufuli. "La grÃ¢ce aidera aussi Ã dÃ©congestionner nos prisons", a-t-il ajoutÃ© lors de ces cÃ©rÃ©monies qui avaient lieu Ã Mwanza (nord). Selon le c de lâ€™Ã‰tat, la Tanzanie compte actuellement 35.803 prisonniers. Pour la premiÃ¨re fois depuis l'Ã©lection de M. Magufuli fi 2015, des reprÃ©sentants du Chadema, le principal parti d'opposition, assistaient Ã ces cÃ©rÃ©monies. Le prÃ©sident les a laissÃ© saluer l'audience. Quand ce fut son tour, le prÃ©sident du Chadema, Freeman Mbowe, a saisi l'opportunitÃ© pour exprimer les inquiÃ©tudes de l'opposition. "Notre prÃ©sence ici est l'expression de la nÃ©cessitÃ© d'avoir une rÃ©conciliation Tanzanie", a-t-il dÃ©clarÃ©. "Laissons ce jour ouvrir un nouveau chapitre dans lequel nous coopÃ©rerons, nous nous critiquerons les uns les autres et nous encouragerons la dÃ©mocratie. Monsieur le prÃ©sident, vous avez l'opportunitÃ© d'Ã©crire l'histoire en rectifiant tous ces problÃ¨mes." En novembre, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), le parti au pouvoir, a remportÃ© avec plus de 99% des siÃ¨ges les Ã©lections locales boycottÃ©es par l'opposition. Des Ã©lections lÃ©gislatives et prÃ©sidentielle sont prÃ©vues en 2020. SurnommÃ© "Tingatinga" (bulldozer en swahili), le prÃ©sident Magufuli a marquÃ© les esprits depuis sa prise de fonction fin 2015 en se montrant inflexible dans la lutte contre la corruption. Mais il a aussi Ã©tÃ© critiquÃ© pour son autoritarisme. Fin octobre, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW) ont dÃ©noncÃ© un recul inÃ©dit des libertÃ©s fondamentales sous son rÃ©gime, qui a multipliÃ© les actions rÃ©pressives contre les mÃ©dias, la sociÃ© civile et l'opposition.